

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 10 AVRIL 2014

SOMMAIRE

- 1) Un ton nouveau
- 2) Pourquoi lui ??
- 3) Le chef d'orchestre
- 4) Les voici
- 5) Chacun son désir...
- 6) Un coup d'état
- 7) Tristounet son bilan
- 8) Royal fixe ses...
- 9) Elles quittent l'Assemblée



Gérard Diez La Presse en Revue

I) «Le nouveau ton de Manuel Valls» salué par la presse



Le Premier ministre Manuel Valls lors de sa déclaration de politique générale devant le Parlement, le 8 avril 2014. (AFP)

A l'exception du «Figaro» et de «l'Humanité», la plupart des éditoriaux ont trouvé le discours de Manuel Valls convainquant.

La déclaration de politique générale de Manuel Valls marquant «un autre ton, un autre élan» a été jugée plutôt convaincante par la presse. «Un autre ton, un autre élan, un diagnostic lucide sur l'état de la France et des Français et un train de mesures qui ressemble à un programme... présidentiel», dans Le Parisien/Aujourd'hui en France, Thierry Borsa salue le grand oral du nouveau Premier ministre. Un satisfecit plutôt général dans la presse mercredi matin.

Les Echossaluent un «Valls sans tabou». L'éditorialiste du quotidien économique, Dominique Seux, a trouvé «un ton et du fond» au chef du gouvernement. Dominique Quinio, rédactrice en chef de La Croix, va elle aussi dans ce sens: «Vérité, efficacité, apaisement furent des clés de son discours. Des mots que l'on voudrait prendre au mot».

liberation.fr

II) Pourquoi Cambadélis à la tête du PS ?



Par Julien Martin

Harlem Désir, c'est fini ! Avant même l'exfiltration du premier secrétaire, l'ex-lieutenant de DSK a reçu les soutiens nécessaires pour lui succéder.



A l'automne 2012, les barons hollandais avaient préféré Désir à Cambadélis. Aujourd'hui, c'est l'inverse. (REMY GABALDA/AFP)

fois depuis l'automne 2012, date à laquelle Harlem Désir lui avait été préféré pour le poste de premier secrétaire, Jean- Christophe Cambadélis avait fait mine de rendre les armes. Jusque-là, il n'était que fiel pour son ex-rival, et voilà que, soudain, il prenait la tangente.

Objectif affiché : la présidence du Parti socialiste européen. Plus grand que Solférino, mais pour quelle influence réelle ? Depuis, le désastre des municipales a rebattu les cartes. "Camba" est revenu dare-dare à ses premières ambitions.

Dans le jeu compliqué du remaniement et autres changements dans le système hollandais, il a surtout compris que les jours de Désir à la tête du parti étaient comptés. "Avec cette déroute historique, le PS a été touché au coeur", décrypte l'ex-trésorier Régis Juanico. "Il tirait sa force de son réseau d'élus locaux. Or certaines fédérations ont perdu jusqu'à 30% de leurs ressources avec la défaite de maires qui ne verseront plus leur part d'indemnités." Critiqué en haut lieu, le premier secrétaire est désormais contesté par la base. Une situation intenable !

Hamon, Bachelay et Peillon évoqués

Dès que Hollande a entrepris de remanier son gouvernement, il a mesuré l'urgence d'une relève à la tête du parti qu'il a dirigé onze années durant. Le premier nom qui sort alors du chapeau, sous l'impulsion de Valls, est celui de Benoît Hamon, patron autoproclamé de l'aile gauche du PS, recentré en diable depuis sa nomination à l'Economie solidaire, en mai 2012.

Le poste l'a longtemps fait rêver mais, désormais, son ambition est d'obtenir un plus gros portefeuille. Hamon sait surtout que son arrivée au premier secrétariat ne se ferait pas sans difficulté. Au PS, c'est une litote, il n'a pas que des amis. Le ministère de l'Education lui tend les bras. C'est la chance de Cambadélis. Si ce n'est pas lui, qui d'autre ? Guillaume Bachelay ? Le jeune fabiusien, numéro deux du parti, paraît un peu trop tendre, surtout dans un moment aussi rude. Vincent Peillon ? Le prédécesseur de Hamon à l'Education a fait savoir qu'il vogue désormais vers d'autres horizons, plus intellectuels. La voie est libre.

Soutenu par Valls

C'était il y a un mois à peine. Pour la première

La semaine dernière, Cambadélis a reçu un soutien de poids : celui de Stéphane Le Foll. Le solide ministre de l'Agriculture, lesté du porte-parolat du gouvernement, l'a appelé jeudi 3 avril. Pour le premier des hollandais, le candidat idéal, c'est lui. A Matignon aussi, Manuel Valls joue la carte "Camba".

Le raisonnement du nouveau Premier ministre est simple : le temps de l'amateurisme, incarné par Ayrault et Désir, est révolu. Place aux professionnels ! Ceux-là mêmes qui avaient barré la route du député de Paris en promouvant Désir, il y a un an et demi, le poussent en avant aujourd'hui ! Entretemps, il est vrai, Cambadélis a su donner des gages. Son affection pour Aubry qu'il avait faite première secrétaire s'est singulièrement refroidie. Pas de rupture, mais une vraie distance. "Martine" est à Lille, dans son fief écorné. Lui joue à Paris et, pour cela, il n'a pas l'intention de demander de permission.

Instaurer de vrais débats à gauche

Cambadélis, lorsqu'il se morfondait dans l'ombre de Désir, a eu le temps de peaufiner ses projets. Lui qui fut le grand mécanicien de la gauche plurielle chère à Lionel Jospin entend rejouer demain une partie comparable. Il a déjà posé une option sur le salon du Bistrot de Paris, là où se réunissaient autrefois les représentants des différentes sensibilités de la gauche. Cambadélis l'assure : des personnalités écologistes et communistes sont prêtes à reprendre ces discussions informelles. Dialogue et libre confrontation : voilà pour le menu.

Une initiative d'autant plus appréciée au sommet de l'Etat que le périmètre politique du gouvernement s'est réduit comme peau de chagrin depuis l'arrivée de Valls à Matignon. Même l'aile gauche du parti n'oppose pas de fin de non-recevoir à la désignation de l'ancien strauss-kahnien. "Au moins possède-t-il cette capacité d'émettre un message, d'avoir du poids dans le débat politique", avance un hamoniste. Les oreilles de Désir peuvent siffler un peu plus encore...

Hollande et Valls tiennent leur poulain. En attendant qu'il dirige Solférino à l'issue d'un prochain conseil national extraordinaire, consigne a été donnée aux contempteurs de Désir de se taire. Surtout ne pas le braquer alors qu'on tentait encore de l'exfiltrer au début de la semaine avec

un secrétariat d'Etat aux Affaires européennes. A l'Elysée comme à Matignon, les récentes critiques d'Henri Emmanuelli ("Le parti est plongé dans un coma profond"), de Frédéric Cuvillier ("Le PS n'a eu aucune stratégie") ou de Julien Dray ("Il faut refabriquer ce qu'est un parti") ont été jugées fondées mais inopportunes. Dans l'histoire du PS, en tout cas, c'est bien la première fois qu'on devine le nom du successeur avant de savoir ce que deviendra le titulaire du poste.

Julien Martin - Le Nouvel Observateur

III) Elysée, gouvernement, PS : Hollande, chef d'orchestre d'une partie de chaises musicales



Par Le Nouvel Observateur avec AFP

François Hollande a poursuivi son chamboulement mercredi 9 avril, au lendemain du vote de confiance accordé à Manuel Valls, avec la nomination d'une douzaine de secrétaires d'Etat, un changement majeur à l'Elysée et le départ de Harlem Désir de la tête du PS.

Après avoir changé de Premier ministre il y a une semaine et nommé un gouvernement resserré, le chef de l'Etat a remanié mercredi son entourage proche à l'Elysée.

Le secrétaire général de l'Elysée, Pierre-René Lemas, a ainsi annoncé sa démission et son remplacement par Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations et ancien ministre de Nicolas Sarkozy, confirmant une information du "Nouvel Observateur". Les deux hommes ont la caractéristique d'être des proches du chef de l'Etat, issus comme lui de la promotion Voltaire de l'Ena.

"Il valait mieux changer d'équipe"

Le secrétaire général de l'Elysée sortant a expliqué qu'il "considérerait, qu'après le départ du Premier ministre et le remaniement, il était légitime qu'[il] propose sa démission au

président" et que celui-ci avait "estimé qu'il valait mieux changer d'équipe et de secrétaire général".

Pierre-René Lemas, a précisé l'Elysée dans un communiqué, "sera prochainement proposé pour exercer d'importantes responsabilités dans une grande institution publique". Peut-être à la Caisse des dépôts.

Jean-Pierre Jouyet avait été nommé secrétaire d'Etat aux Affaires européennes après l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, qui en avait fait l'un des piliers de sa stratégie d'ouverture. Jean-Pierre Jouyet avait quitté le gouvernement de François Fillon en décembre 2008 pour devenir président de l'Autorité des marchés financiers, avant sa nomination à la Caisse des dépôts.

Ami proche du président de la République, Jean-Pierre Jouyet, 60 ans, "a une compétence, tout le monde la connaît, la reconnaît. Après, c'est un choix qui relève du président de la République lui-même", a commenté le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, avant l'officialisation de ce changement à l'Elysée. Jean-Pierre Jouyet prendra ses fonctions le 16 avril.

Dans la lancée, le chef de l'Etat a acté les départs de sa chef de cabinet, Isabelle Sima, ainsi que de son conseiller diversité, Faouzi Lamdaoui, qui semblent payer l'initiative de la réunion des Hollandais à la veille du remaniement.

Pellerin, Mandon, Thévenoud

Fort du vote de confiance de l'Assemblée et d'une déclaration de politique générale saluée sur la forme et sur le fond, le nouveau Premier ministre a de son côté continué à avancer ses pions mercredi matin sur BFMTV et RMC.

J'ai fait du Valls mais je suis Premier ministre de la France", a-t-il fait valoir.

"J'ai indiqué des réformes que je crois importantes pour les entreprises, pour les salariés, pour les collectivités territoriales. Et ces réformes, nous devons les mener à bon rythme", a déclaré Manuel Valls.

En attendant, il va compléter mercredi son dispositif avec la nomination d'une douzaine de secrétaires d'Etat qui respecteront la parité hommes-femmes de l'équipe gouvernementale. Il

y a pour l'instant huit ministres femmes et huit hommes.

S'ils ne sont pas amenés à siéger le mercredi en Conseil des ministres, sauf possible exception pour le portefeuille des Relations avec le Parlement, les secrétaires d'Etat seront réunis avec les ministres un jeudi sur deux à Matignon par Manuel Valls.

Parmi les entrants potentiels figurent les députés PS Thierry Mandon, Jérôme Guedj, Thomas Thévenoud ou Jean-Marc Germain. Fleur Pellerin, ministre de Jean-Marc Ayrault, pourrait se voir confier le portefeuille du Commerce extérieur rattaché désormais au Quai d'Orsay.

"Exfiltrer" Harlem Désir

Seule certitude mercredi matin : le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, rejoindra le gouvernement, certaines sources l'évoquant aux Affaires européennes. Cette nomination, confirmée par des parlementaires, va permettre selon l'un d'eux d'"exfiltrer" Harlem Désir. Depuis 2012 à Solférino, l'ancien président de SOS Racisme n'a jamais convaincu et a été rendu en partie responsable de la débâcle de la gauche aux municipales.

Interrogé sur cette éventuelle nomination, Manuel Valls n'a pas souhaité faire de commentaire, rappelant que les nominations au gouvernement faisaient partie des prérogatives du président de la République et du Premier ministre.

Harlem Désir sera remplacé par le député et secrétaire national du PS Jean-Christophe Cambadélis. Les deux hommes s'étaient disputé la tête du PS en 2012, Harlem Désir emportant finalement le morceau avec l'appui de Manuel Valls, de Pierre Moscovici, Vincent Peillon et Stéphane Le Foll.

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Voici les 14 secrétaires d'Etat qui complètent le gouvernement Valls

Obs

Par Le Nouvel Observateur



Les secrétaires d'Etat du gouvernement Valls. (Photomontage/Le Nouvel Observateur/AFP)

Pierre-René Lemas, secrétaire général de l'Elysée, prochainement remplacé par Jean-Pierre Jouyet, a annoncé, mercredi après-midi 9 avril, les noms des secrétaires d'Etat qui rejoignent le gouvernement de Manuel Valls.

Voici les 14 secrétaires d'Etat du gouvernement Valls :

- Jean-Marie Le Guen,

secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement, rattaché au Premier ministre

- Harlem Désir,

secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, rattaché au ministre des Affaires étrangères

- Fleur Pellerin,

secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, au

Développement du tourisme et aux Français de l'étranger, rattachée au ministre des Affaires étrangères

- Christian Eckert,

secrétaire d'Etat au Budget, rattaché au ministre des Finances

- Annick Girardin,

secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie, rattachée au ministre des Affaires étrangères

- André Vallini,

secrétaire d'Etat chargé de la Réforme territoriale, rattaché au ministre de la Décentralisation

- Axelle Lemaire,

secrétaire d'Etat chargée du Numérique, rattachée au ministre de l'Economie

- Frédéric Cuvillier,

secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la mer de la pêche, rattaché au ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

- Laurence Rossignol,

secrétaire d'Etat à la Famille et aux Personnes âgées, rattachée au ministre des Affaires sociales

- Geneviève Fioraso,

secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la recherche, rattachée au ministre de l'Education nationale

- Valérie Fourneyron,

secrétaire d'Etat au Commerce, à l'Artisanat, à l'Economie sociale et solidaire, rattachée au ministre de l'Economie

- Kader Arif,

secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et à la Mémoire, rattaché au ministre de la Défense

- Ségolène Neuville,

secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion, rattachée au ministre des Affaires sociales

- Thierry Braillard,

secrétaire d'Etat aux Sports, rattaché au ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

nouvelobs.com

Quatorze secrétaires d'Etat nommés, Désir exfiltré de la direction du PS

Par La rédaction de Mediapart

Une semaine après la nomination de seize ministres, le gouvernement de Manuel Valls est complété ce mercredi avec la nomination de quatorze secrétaires d'Etat, dont Harlem Désir qui est ainsi exfiltré de la direction du PS.

Une semaine après la nomination de seize ministres, le gouvernement de Manuel Valls a été complété ce mercredi 9 avril avec la nomination de quatorze secrétaires d'Etat. Parmi eux, Harlem Désir est nommé aux affaires européennes. Il est surtout exfiltré de la direction du PS qui devrait revenir à l'actuel numéro 2, Jean-Christophe Cambadélis. L'immobilisme du PS, vivement critiqué depuis des mois par des militants et des parlementaires, a convaincu l'Élysée de changer sa direction.

Autre changement majeur, à l'Élysée cette fois: Pierre-René Lemas, secrétaire général depuis mai 2012, quitte son poste. Jean-Pierre Jouyet, ami de François Hollande depuis l'ENA, le remplace et quitte ainsi la présidence de la Caisse des dépôts et consignations. Jean-Pierre Jouyet avait été ministre de Nicolas Sarkozy, en charge des affaires européennes.

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Désir propose le nom de Cambadélis pour lui succéder à la tête du PS

Par Le Figaro.fr avec AFP

Harlem Désir, qui a été nommé aujourd'hui secrétaire d'Etat du gouvernement Valls, a "proposé", devant l'exécutif du Parti socialiste, le nom de Jean-Christophe Cambadélis pour lui succéder à la tête du PS.

"En vue du Conseil national qui aura lieu mardi, en accord avec Guillaume Bachelay (numéro 2 du parti), je propose la candidature de Jean-Christophe Cambadélis", a déclaré M. Désir lors du Bureau national du PS. Le Conseil national "élira un nouveau premier secrétaire. Il conduira alors notre parti et d'abord pour la campagne des élections européennes", a ajouté M. Désir. Le futur premier secrétaire le sera jusqu'au prochain congrès du PS prévu en 2015.

"Ce nouveau premier secrétaire devra ensuite aller devant le vote des militants" car "c'est notre culture démocratique", a précisé M. Désir. Selon lui, il "est bon qu'une nouvelle équipe prenne le relais", "une équipe de combat comme il y a un gouvernement de combat pour un nouvel élan".

Il a affirmé avoir fait savoir à François Hollande le soir du deuxième tour des municipales qu'il "souhaitait remettre (son) mandat entre les mains des militants et des responsables du Parti socialiste au lendemain de celles-ci". Celui qui devient secrétaire d'Etat aux Affaires européennes assure "prendre toute (sa) part dans la dure défaite que nous venons de subir lors des élections municipales".

VI) Big bang au PS : l'aile gauche dénonce "un coup d'Etat"

Alors que mercredi dans la journée, Harlem Désir s'est vu propulsé secrétaire d'Etat aux Affaires européennes pour mieux libérer son poste à la tête du PS, la manoeuvre ne passe pas du tout à la gauche du parti. L'exécutif a

laissé à Harlem Désir le soin d'officialiser le passage de témoin avec Jean-Christophe Cambadélis. Marie-Noëlle Lienemann dénonce un "coup d'Etat permanent".



Jean-Christophe Cambadélis devrait remplacer Harlem Désir à la tête du PS. (Abaca press)

Le petit rayon de soleil n'adoucit pas Marie-Noëlle Lienemann. Devant le siège du PS, alors qu'un big bang se prépare en ce doux mercredi d'avril - (Cambadélis doit remplacer Harlem Désir "promu" secrétaire d'Etat) - la sénatrice de l'aile gauche est en colère. Et la voilà qui, paraphrasant Mitterrand, dénonce "un coup d'Etat permanent". Avant de s'en prendre "aux combines d'appareil". Arrive tout sourire Carlos Da Silva, un proche de Manuel Valls. Passant devant Lienemann, il balance goguenard et assez fort pour que la presse puisse l'entendre : "Elle est encore au PS?" Réponse de la sénatrice : "Pour plus longtemps que toi mon pauvre ami. Moi, je n'ai jamais perdu mes élections."

"Une seule personne décide de tout"

Bref, avant le Bureau national du PS, l'ambiance est aux petits meurtres entre camarades. Le chassé-croisé, sans consultation des militants, n'est pas du goût de tous. "J'aime être sûr que ce qui se passe au PS soit décidé au PS", s'étrangle Guillaume Balas, le chef du courant de Benoît Hamon, nommé ministre de l'Education nationale. Alors qu'on donne Vincent Peillon potentiellement tête de liste en Ile-de-France pour les européennes, Guillaume Balas qui figure en n°3 sur la liste, enrage : "Personne ne m'a appelé. Je suis dans un parti politique, pas dans une officine de communication." Camarade de courant, Pouria Amirshahi enfonce le clou : "Je ne veux pas d'un arrangement sur un coin de table." Ce qu'un de leur proche résume : "C'est une seule personne qui est en train de décider de tout", se

lamente-t-il en pensant à François Hollande. "Il faut que les militants puissent se prononcer", demande Jérôme Guedj, l'un des leaders de l'aile gauche, rejoint en cela par Marie-Noëlle Lienemann qui veut ce vote avant l'été.

Harlem Désir parti, que va-t-il se passer? "Il faut appliquer les statuts", tente un membre du Bureau national. Mais dans ce cas, que disent-ils? "Là, je ne sais pas mais il faut les appliquer. C'est une bonne réponse, non?", sourit-il avant de tourner les talons. "Il faut un vote au Bureau national puis un vote au Conseil national pour installer un premier secrétaire par intérim", croit savoir une autre. L'exécutif qui a mené l'opération de bout en bout a eu la délicatesse de laisser à Harlem Désir le soin d'officialiser le passage de témoin avec Jean-Christophe Cambadélis. Au delà des questions de procédures et de légalité - qui ont tout de même leur importance - le PS vient de s'offrir une petite crise de nerfs, avec une aile gauche plus remuante que jamais.



Arthur Nazaret - Le Journal du Dimanche

VII) Le triste bilan d'Harlem Désir au PS

Le Point.fr

Le premier secrétaire du PS va entrer au gouvernement comme secrétaire d'État. Une manière de l'exfiltrer du parti, où il n'a pas brillé.



Harlem Désir. © KENZO TRIBOUILLARD / AFP

Par Charlotte Chaffanjon

Que restera-t-il d'Harlem Désir à la tête du PS ? Au mieux, pas grand-chose. Depuis son accession à la tête du parti en octobre 2012, la Rue de Solférino a des allures de morne plaine. Les élus socialistes, députés et sénateurs, lèvent les yeux au ciel ou soufflent d'exaspération à la moindre question sur le rôle du parti. Ils le jugent tellement inutile qu'ils préfèrent ne pas en parler.

Les plus indulgents s'interrogent sur les marges de manoeuvre de toute formation politique en période de pouvoir. Après tout, les fortes têtes sont ministres, le pouvoir est au gouvernement, au Parlement. Mais, dans le fond, comme le PS pourrait être utile ! Il devrait relayer les décisions de l'exécutif, les expliquer sur le terrain. Il aurait, par exemple, pu animer la campagne municipale, qui s'est achevée pour la gauche par une débâcle historique... Dont le chef de l'État attribue en partie la faute... au parti !

Gaffes en série

On retiendra d'Harlem Désir au PS quelques gaffes. La plus spectaculaire : lorsqu'il s'est démarqué de... François Hollande dans l'affaire Leonarda. Le président a proposé le 19 octobre dernier à la jeune fille expulsée dans le cadre scolaire de rentrer seule du Kosovo... Désir a répliqué en disant qu'il fallait aussi accueillir sa mère et ses frères et soeurs. François Hollande recadré par le patron de son propre parti, c'était cocasse. "Surréaliste, inouï, d'une naïveté confondante" pour les socialistes.

Sa gaffe la plus insolite ? Entre les deux tours des municipales, lors d'une conférence de presse, il a annoncé que le PS se retirait du second tour à Tarascon pour lutter contre le FN. Problème : avec 6,43 % des voix au premier tour, la liste socialiste était déjà éliminée.

Harlem Désir, ancien leader charismatique de SOS Racisme, député européen, avait gagné du galon en animant le PS pendant la primaire de 2011. Une alliance improbable de ministres - Manuel Valls, Stéphane Le Foll, Pierre Moscovici et Vincent Peillon - l'a porté au pouvoir pour contre Jean-Christophe Cambadélis qui rêvait du poste. C'est ce dernier, député de Paris, qui devrait le remplacer. Si sa mission est de faire mieux qu'Harlem Désir, il devrait y parvenir sans trop de difficultés.

Le député Carlos Da Silva s'étonne que Marie-Noëlle Lienemann soit encore au PS



Carlos Da Silva et Marie-Noëlle Lienemann (MaxxPPP)



Sylvain Chazot
sylvain.chazot@europel.fr

L'exfiltration du PS – enfin, la nomination au gouvernement – d'Harlem Désir était attendue. La voilà qui ravive les tensions au sein de la rue de Solférino. En témoigne cette passe d'armes observée devant le siège du Parti socialiste et rapportée par Le JDD, mercredi 9 avril.

Même si, officiellement, c'est Harlem Désir himself qui a proposé le nom Jean-Christophe Cambadélis pour lui succéder à la tête du PS, Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris et membre de l'aile gauche du parti, s'énerve contre le remplacement décidé depuis l'Élysée :

C'est le coup d'État permanent.

Une formule popularisée par François Mitterrand en 1964 dans son essai, *Le coup d'État permanent*, où il critiquait la 5e République et son système présidentieliste.

Arrive alors Carlos Da Silva, député de l'Essonne et proche de Manuel Valls. Celui-ci lance, visant Marie-Noëlle Lienemann :

Elle est encore au PS ?

Réponse cinglante de l'intéressée :

Pour plus longtemps que toi mon pauvre ami. Moi, je n'ai jamais perdu mes élections.

La sénatrice fait certainement référence aux dernières élections municipales : la liste Divers gauche sur laquelle figurait Carlos Da Silva à Corbeil-Essonne a été battue au second tour par la liste de droite.

lelab.europel.fr

VIII) Royal fixe ses quatre «grands chantiers» à l'Ecologie et l'Energie



La nouvelle ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Ségolène Royal, à l'Assemblée Nationale, le 9 avril 2014 (Photo Patrick Kovarik.AFP)

La nouvelle ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Ségolène Royal, a fixé mercredi ses quatre «grands chantiers», réaffirmant que le dossier de la «transition énergétique» était «une des priorités» du gouvernement Valls.

La lutte contre le réchauffement climatique et la transition énergétique sont «une ardente obligation», mais surtout «une formidable chance», a plaidé Mme Royal lors des questions au gouvernement.

Elle a notamment cité «un potentiel considérable de création d'activités et d'emplois mais aussi du bien être» en matière de santé ou de pouvoir d'achat grâce «par exemple aux économies d'énergie», a-t-elle déclaré en réponse à la

députée socialiste Odile Saugues qui l'interrogeait sur sa «feuille de route» ministérielle.

La feuille de route est celle fixée par François Hollande «lors des deux conférences environnementales» et par le Premier ministre Manuel Valls lors de sa déclaration de politique générale mardi et «c'est une de nos priorités», a dit Mme Royal.

Cette feuille de route est «claire» et «consiste à accélérer, à mettre en mouvement les territoires sur lesquels vous êtes élus et surtout à préparer le projet de loi sur la transition énergétique sur lequel vous aurez à débattre», a dit Mme Royal aux parlementaires.

Ce projet de loi doit être présenté «avant l'été», a confirmé mardi M. Valls, ce qui implique qu'il soit finalisé dans les prochaines semaines du fait des saisines nécessaires du Conseil d'Etat et du Conseil économique, social et environnemental.

«Il y a donc quatre grands chantiers qui sont devant nous», a listé Mme Royal. Il s'agit de «la rénovation thermique des bâtiments», avec l'objectif d'atteindre 500.000 rénovations de logements par an d'ici 2017. «Nous allons accélérer ce chantier», pour lequel l'exécutif a déjà pris des mesures depuis l'an dernier, a promis la ministre.

Deuxième chantier: «les énergies renouvelables et les économies d'énergie», avec l'objectif de s'appuyer sur les entreprises françaises pour augmenter la part des renouvelables dans l'énergie consommée en France.

Le troisième chantier est «la mobilité propre» en matière de transport, pour lequel la ministre a simplement cité l'installation de bornes de recharge pour voitures électriques.

Enfin, le quatrième chantier est «l'économie circulaire», avec l'objectif de transformer les déchets en matières premières et «apporter ainsi une valeur ajoutée pour faire de la France une des premières puissances écologiques d'Europe», a souhaité Mme Royal.

liberation.fr-AFP

IX) Conséquence du remaniement, trois figures socialistes vont quitter l'Assemblée

Tristan Quinault Maupoil



Danièle Hoffman-Rispal, Vincent Feltesse, Jérôme Guedj.

Jérôme Guedj, Vincent Feltesse et Danièle Hoffman-Rispal perdent leurs circonscriptions suite au remaniement ministériel. Sept autres vont vivre le même sort à l'Assemblée nationale, quatre au Sénat.

C'est la règle: quand un parlementaire entre au gouvernement, il cède sa circonscription à son suppléant. Mais quand le remaniement lui est défavorable, l'ex-ministre peut retrouver son fauteuil un mois après la fin de sa mission gouvernementale. Le remaniement ministériel qui vient de prendre fin, mercredi, avec la nomination des secrétaires d'État devrait être la cause de 14 déménagements. Dix à l'Assemblée nationale, quatre au Sénat.

Si un membre du gouvernement ne souhaite pas reprendre son mandat, une élection partielle doit être organisée. À l'exception de Pierre Moscovici qui pourrait être nommé à la Commission européenne de Bruxelles, les anciens ministres sont invités à ne pas provoquer un scrutin local qui pourrait être défavorable au PS. Surtout que la majorité absolue ne tient plus qu'à un fil à l'Assemblée nationale.

» Les sortants

Trois figures vont même disparaître des couloirs du Palais Bourbon. Vincent Feltesse (PS), qui

suppléé Michèle Delaunay, s'est fait connaître dans son combat, perdu, à Bordeaux lors des élections municipales.

Jérôme Guedj, est un député hyper-actif, figure de l'aile gauche du PS. Le suppléant de François Lamy va pouvoir se consacrer pleinement à la présidence de l'Essonne, qu'il occupe.

La socialiste Danièle Hoffman-Rispal, occupe le poste de l'écologiste Cécile Duflot à l'occasion d'un accord entre les deux partis. Samedi, celle qui est députée depuis 2002 a confié au Scan être «bouleversée» par son départ de l'Assemblée nationale.

D'autres parlementaires, plus anonymes, vont faire leurs cartons. C'est le cas du suppléant de Jean-Marc Ayrault, Jean-Pierre Fougerat, de Florence Delaunay (Alain Vidalies), Hélène Vainqueur-Christophe (Victorin Lurel), Avy Assouly (Marie-Arlette Carlotti), Franck Montaugé (Philippe Martin), Sylvie Pichot (Guillaumer Garot).

Au Sénat: même scénario pour Kalliopi Ango Ela (suppléante d'Hélène Conway-Mouret), Stéphane Mazars (Anne-Marie Escoffier), Hélène Lipietz (Nicole Bricq) et André Vairetto (Thierry Repentin).

» Les entrants

À l'inverse, plusieurs nouveaux entrants vont faire connaissance avec le Parlement. À l'Assemblée nationale c'est le cas d'Anne-Christine Lang qui va remplacer Jean-Marie Le Guen, Catherine Pen (Annick Girardin), Jean-Marc Fournel (Christian Eckert), Christophe Premat (Axelle Lemaire), Robert Olive (Ségolène Neuville) et Gilda Hobert (Thierry Braillard).

Au palais du Luxembourg, les deux sénateurs nommés au gouvernement seront remplacés par ceux qui les suivaient sur leur liste lors de l'élection de 2011: André Vallini par la socialiste Eliane Giraud et Laurence Rossignol par le communiste Jean-Pierre Bosino. Ce dernier changement contribue à affaiblir la majorité socialiste au Sénat, déjà étroite.

A Suivre...
La Presse en Revue